

23 juillet 2011



Déclaration du centenaire

Relevons le défi !

COMITÉ NATIONAL D'ELA

À l'occasion de son centenaire ELA, Euskal Langileen Alkartasuna, renouvelle son engagement à regrouper tous les travailleurs et travailleuses d' Euskal Herria pour œuvrer à leur défense et la réalisation de leurs aspirations, autour des valeurs de justice et de liberté. Ces valeurs, loin d'être des concepts abstraits, ont alimenté et alimentent encore la lutte solidaire de milliers d'hommes et de femmes, travailleurs et travailleuses qui s'évertuent à améliorer leurs conditions de travail et à agir pour une société plus juste.

1. NOTRE ENGAGEMENT DE CLASSE

Dans le contexte d'une crise multidimensionnelle –écologique, démographique, économique, politique, démocratique...– ELA affirme que le système capitaliste, basé sur le bénéfice privé immédiat et exclusif, convertit en norme l'exploitation du monde du travail, l'oppression des peuples et la destruction de la vie et des ressources de la planète. C'est pourquoi, comme il figure dans sa Déclaration de Principes (1976), ELA défend "une société d'hommes et de peuples libres " réalisable dans un socialisme capable de mettre la personne humaine ainsi que son contexte social et environnemental au centre de ses préoccupations et de son action.

Nous assistons à un rapport de forces –sur les plans international et local– absolument déséquilibré entre le capital –productif et financier– et le monde du travail. Le chômage, l'insécurité et la vulnérabilité sociale, la précarité du travail, la crise de la protection sociale et la non reconnaissance du travail reproductif, la pauvreté et l'exclusion sociale, les chantages lors de la négociation collective ou la peur de se retrouver sans emploi... sont quelques unes des conséquences les plus directes et cruelles de l'hégémonie actuelle des politiques néolibérales. Tout cela est possible, en grande partie, à cause de la soumission croissante des pouvoirs politiques aux diktats des pouvoirs économiques, et à leur renoncement à assumer un rôle d'équilibre minimum.

Ces fractures sociales vont de pair avec les fractures démocratiques. D'une part, parce que sans garanties économiques, sociales et culturelles minimales pour l'ensemble des citoyens, il est impossible d'atteindre l'égalité fondamentale qui doit être à la base même du système démocratique. D'autre part, nous assistons à une répression croissante de l'exercice des libertés fondamentales (manifestation, grève, négociation collective...) et de l'action revendicative. De même, les institutions réduisent les possibilités des organisations sociales contestataires d'accéder à de l'information qui devrait être publique, et la participation populaire est dévaluée.

Pour ELA, l'alternative au néolibéralisme passe aussi par l'affirmation des droits économiques et sociaux et des libertés politiques de tous et toutes.

Dans ce contexte, ELA manifeste son rejet de l'idéologie du dialogue social qui fait de la concertation une fin en soi. Dans la mesure où les références syndicales les plus basiques –telles que la répartition de la richesse ou le conflit social– sont abandonnées, la concertation se vide de contenu et finit par légitimer des politiques antisociales. Le rejet de cette idéologie, dans la situation concrète de notre pays, a poussé ELA à prendre des décisions telles que suspendre sa présence dans les organismes de participation socioprofessionnelle ou refuser de participer au dialogue social de la Communauté Autonome du Pays Basque (CAPB). Il s'agit de décisions d'une profonde signification politique, institutionnelle et syndicale. ELA croit aujourd'hui que le progrès effectif dans les conditions de vie et de travail ne passe pas, dans notre pays, par la concertation sociale.

Nous avons pu adopter cette position critique envers la concertation sociale parce que notre organisation jouit, entre autres, d'une totale autonomie politique et financière. ELA tient à féliciter les militants qui ont rendu possible, après le III^{ème} Congrès d' ELA (1976) la refondation du syndicat historique comme organisation indépendante et souveraine. Leur apport engagé et motivé a été décisif pour parvenir à ce centième anniversaire dans cet état là.

Fidèle aux références syndicales fondamentales citées ci-dessus, ELA considère urgent, à l'aube du XXI^{ème} siècle, de donner priorité au renforcement de ses organisations de base. Elles sont la principale source de légitimité du syndicat, beaucoup plus que l'éventuelle reconnaissance que d'autres acteurs –politiques, patronaux ou institutionnels– peuvent donner au syndicalisme. Améliorer notre rapport de force dans et à partir de chaque lieu de travail constitue donc l'objectif principal des organisations et des militant(e)s du syndicat pendant cette phase. Nous sommes conscients qu'il n'y aura pas de victoire syndicale sans une bataille permanente pour renforcer le pouvoir syndical.

Cent ans après sa naissance, ELA affirme que le syndicat continue d'être le principal moyen, et le plus efficace, pour lutter en faveur des conditions de vie et de travail des travailleurs et travailleuses dans la perspective d'une société plus juste. Et, comme l'affirme sa Déclaration de Principes, ELA est ouvert à "tout travailleur d' Euskal Herria, quels que soient son origine, ses croyances, sa pensée ou son appartenance politique". Dans cette recherche de légitimité auprès de base, ELA renouvelle aussi son propre engagement démocratique en misant sur la participation croissante des adhérent(e)s au débat et aux prises de décision concernant les programmes, les propositions et les actions de la Confédération et de ses organisations professionnelles et territoriales.

En ce qui concerne le combat syndical, ELA réaffirme son engagement à surmonter les obstacles qui empêchent l'unité des travailleurs et travailleuses. Quoiqu'il en soit, la question primordiale et sine qua non de toute politique d'alliances –syndicales ou sociales– ne peut être autre que la défense stricte des intérêts de la classe travailleuse. C'est pourquoi ELA regrette et refuse que les appels à l'unité se fasse trop souvent sur une base angélique étrangère à la réalité conflictuelle du monde du travail ou alors en soumettant le monde syndical à d'autres intérêts –économiques ou politiques– éloignés de ceux des travailleuses et travailleurs. Pour ELA, les objectifs et les aspirations du monde du travail ne sont pas et ne peuvent pas être instrumentalisés par des décisions prises en dehors du monde syndical.

ELA considère que la collaboration pérenne des organisations de la majorité syndicale ouvre un champ énorme de possibilités syndicales, sociales et politiques. Et au-delà des difficultés objectives quotidiennes –qui doivent être surmontées en y consacrant les efforts nécessaires– nous évaluons très positivement les pas effectués depuis début 2009. C'est pourquoi, et dans le contexte d'une attaque sans précédents contre les droits sociaux et professionnels, ELA manifeste son engagement sincère dans cette collaboration et souhaite qu'elle se développe et s'approfondisse avec le temps.

2. NOTRE ENGAGEMENT ABERTZALE

L'indépendance mentionnée ci-dessus et acquise par notre projet syndical a permis à ELA de revoir et d'abandonner définitivement la référence au Statut d'autonomie et, en parallèle, la philosophie néo-foraliste. Ce cadre politique a été abîmé et amputé unilatéralement par l'Etat espagnol. Les gouvernements espagnols successifs, incapables d'assumer la moindre reconnaissance du fait national, utilisent en outre ce Statut d'autonomie comme une vulgaire marchandise négociée contre l'appui parlementaire aux politiques qui, en pleine crise économique et sociale, servent les intérêts du pouvoir économique.

Deux exemples montrent clairement les carences de ce Statut d'autonomie pour les travailleurs et travailleuses du Pays Basque sud. Le premier est le processus permanent d'amputation des droits professionnels et sociaux décidés dans l'État central (réformes du code du travail, négociation collective, réforme des retraites et des allocations chômage). Le second concerne les politiques d'emploi qui ont été transférées sans capacité de décision et avec l'obligation d'appliquer minutieusement les politiques désastreuses décidées à Madrid.

La référence au Statut d'autonomie n'arrive plus aujourd'hui à susciter l'adhésion concrète des gens en Euskal herria et elle constitue encore moins un bras de fer politique suffisant en terme d'auto-gou-

vement, même si elle est encore utilisée comme un moyen de reconnaissance politique (par rapport à l'État et par rapport au Pays Basque) par certaines forces politiques basques.

Dans ce contexte, ELA considère urgent que les forces qui défendent la souveraineté définissent des contenus minimums et se mettent d'accord sur un calendrier de travail commun qui permettront d'avancer vers la pleine liberté de notre peuple. La capacité d'intégrer des acteurs dans cette dynamique et l'engagement de n'en exclure personne seront, sans aucun doute, le meilleur des thermomètres de l'authenticité du travail en commun à impulser. D'une manière strictement civile et démocratique, il faut gagner l'adhésion croissante à ce projet dans la société ; il faut susciter l'espoir, pour chacun des projets sur leurs terrains respectifs, auprès d'une base militante concrète travaillant au sein de la société pour faire avancer ces objectifs.

Si l'on avance vers une telle dynamique convergente, ELA ne compte en aucun cas sacrifier ce qu'il pense être son apport spécifique à ce processus, touchant les domaines syndical et social. Nous sommes convaincus que les politiques néolibérales sont contraires aux intérêts de la majorité et réduisent l'adhésion populaire nécessaire dont un tel processus souverainiste a besoin.

Dans ce contexte de lutte nationale, ELA veut également souligner l'importance du fait nouveau et fondamental que plus aucune force politique basque ne défende aujourd'hui la lutte armée comme un moyen d'action politique. C'est pourquoi ELA appelle fermement les États espagnol et français à renforcer les opportunités pour la paix que constituent, d'une part le cessez-le feu et la proposition de vérification internationale de cette situation faites par ETA et, d'autre part, le fait que des acteurs internationaux importants soient prêts à accompagner ce processus. ELA défend, comme nous l'avons écrit lors du dernier Aberri Eguna, un processus de dialogue et de négociation qui offre des "voies opérationnelles aux parties pour blinder un scénario définitif de paix". La violence doit disparaître définitivement ; tout comme celle de l'État qui s'exprime par une politique pénitentiaire inhumaine, par la poursuite de la torture, par l'illégalisation d'organisations publiques ou par des procédures judiciaires qui n'ont pas d'équivalent dans les démocraties voisines.

3. UN AGENDA ÉLARGI POUR UN NOUVEAU SIÈCLE

La gestion néolibérale de la crise actuelle, reposant sur les contre-réformes et les amputations de droits, contre la classe travailleuse, ratifie la définition du néolibéralisme comme étant "un programme de destruction méthodique des collectifs" (Bourdieu). Et, dans ce contexte, ELA considère que le débat le plus

urgent et nécessaire du mouvement syndical est organisationnel. Il s'agit de trouver la manière de mieux travailler et d'être plus efficaces dans la défense collective, de telle sorte que le syndicalisme soit encore utile à la classe travailleuse du XXIème siècle. Cela est encore plus urgent depuis la réforme de la négociation collective récemment décrétée dans l'État espagnol, et dont l'objet essentiel est l'affaiblissement du principal instrument de défense collective des travailleuses et des travailleurs : la convention collective.

En plus du débat organisationnel nous devons donner plus d'importance, comme nous l'avons dit lors du dernier Aberri Eguna, aux luttes sociales et aux dynamiques militantes du Pays Basque et "d'une manière générale, au travail des personnes et groupes qui, comme notre syndicat, refusent toute complaisance avec le pouvoir. Il s'agit en définitive de rendre hommage aux militant(e)s qui travaillent pour une société plus juste" dans des questions aussi diverses que l'opposition à des infrastructures destructrices de la nature, le combat pour la souveraineté alimentaire, la lutte contre la pauvreté, la lutte pour l'égalité réelle entre hommes et femmes, le combat pour le droit à un logement, le pari pour la pleine normalisation de l'euskara, la défense des immigrés et la lutte contre le racisme et la xénophobie, la solidarité entre les peuples, la récupération de la mémoire Historique ou la promotion des droits humains civils et politiques... La Confédération se sent solidaire et engagée dans toutes ces luttes.

Outre toutes ces combats, la question de l'environnement en général et celle du changement climatique en particulier devront occuper une place plus importante dans l'agenda du syndicat. Dans les prochaines décennies, la lutte pour stopper la destruction et la marchandisation croissante de la planète revêtira une importance historique comparable à celle de la naissance du mouvement ouvrier pour imposer des limites à l'exploitation du monde salarié. C'est pourquoi, en plus du débat incontournable portant sur le partage de la richesse, le syndicat devra faire siennes les interpellations sur ce que l'on produit, comment et pourquoi on le produit, sur ce que l'on consomme et comment on le consomme... ELA a en commun avec ce combat son axe le plus fondamental, celui d'affirmer que l'objectif de l'activité économique doit être le bien-être de toutes les personnes dans toutes ses dimensions : physique, psychologique, professionnelle, sociale... et également environnementale.

Cent ans plus tard, ELA est toujours fidèle à son projet constitutif : accueillir dans notre organisation syndicale ceux qui vivent et travaillent en Euskal Herria. ELA se félicite d'être aujourd'hui encore un cadre

attractif pour travailler à une société plus juste et à une nation souveraine.

Cent ans plus tard, ELA revendique la culture syndicale, le parti pris pour la défense et la promotion de milliers et de millions de travailleurs et travailleuses exploités par le système capitaliste. C'est pourquoi ELA renouvelle aujourd'hui son engagement à défendre la classe travailleuse basque.

Nous sommes conscients qu'aujourd'hui tout comme il y a cent ans des énormes difficultés pour organiser syndicalement la classe des travailleurs(es). Mais il est tout aussi vrai que notre syndicat n'a jamais connu

de contexte idéal pour atteindre cet objectif là. ELA croit que les temps actuels peuvent être eux aussi propices pour élargir sa base sociale, pour renforcer l'esprit militant, pour former des cadres, pour impliquer de manière croissante des personnes dans une lutte collective sur chaque lieu de travail, chaque secteur, chaque région... Voilà les défis permanents d'une organisation qui, au-delà des changements et du temps qui passe, continue d'avoir une volonté inéquivoque de transformation sociale et d'influence politique au bénéfice de la classe travailleuse basque.

Relevons le défi !

IV

Déclaration de principes - 1976

Solidarité des Travailleurs Basques - Euzko Langileen Alkartasuna est la Confédération Syndicale Basque des travailleurs d'Euzkadi et, en tant que telle, a pour objectif le regroupement de tous les travailleurs d'Euzkadi au sein d'organisations professionnelles et interprofessionnelles pour la défense et l'obtention de leurs droits, intérêts et aspirations.

Dans une société qui vit un constant processus de transformation et qui est arrivée à un certain degré de développement technique et économique, ELA-STV manifeste que le système capitaliste s'oppose à la libération et à l'épanouissement des travailleurs et des peuples. Euzkadi et les travailleurs d'Euzkadi vivent dans le cadre d'un capitalisme impérialiste et à structure internationale, qui impose un système de production, de consommation et de culture dont les centres de pouvoir et de décision sont concentrés. Essentiellement insensible à tout intérêt qui n'est pas le profit privé à court terme, il entraîne nécessairement oppression et exploitation, mettant en place des formes étatiques où les droits, intérêts et aspirations des travailleurs et des peuples sont systématiquement niés. Par voie de conséquence, on nie à Euzkadi la reconnaissance de son identité et sa classe ouvrière est exploitée.

Solidarité des Travailleurs Basques, consciente de la situation d'oppression subie par le peuple basque et de l'exploitation des travailleurs d'Euzkadi, juge qu'il est nécessaire que ces travailleurs, principaux artisans de l'avenir de liberté de l'ensemble d'Euzkadi, se regroupent entre eux, assument la responsabilité que leur donne leur condition, et proposent une politique pensée et réalisée par la classe ouvrière d'Euzkadi pour Euzkadi.

ELA-STV en tant que confédération syndicale basque, s'associe à la défense de toutes les revendications des travailleurs d'Euzkadi. Voyant dans le syndicat le moyen de se battre pour ces revendications, elle base son action syndicale sur les revendications liées aux conditions de travail ainsi que sur la lutte pour une société juste. Expression de la conscience collective des travailleurs basques, en total désaccord avec les mécanismes capitalistes, elle travaillera pour une société d'hommes et de femmes libres et responsables, qui sera réalisable dans le cadre d'un socialisme dans lequel les moyens de production, de consommation et de culture seront aux mains et au service des travail-

leurs. Le développement des principes et des objectifs de cette déclaration exige une indépendance totale vis à vis à des groupes politiques, des organisations patronales, de l'État ou de n'importe quelle autre influence extérieure au syndicat. L'incompatibilité des responsabilités politiques et syndicales est une règle élémentaire pour garantir cette indépendance. ELA-STV, avec une totale indépendance, définira ses objectifs, ses programmes, et ses actions, ainsi que ses formes de lutte ou de négociation et définira ses relations avec d'autres organisations.

Solidarité des Travailleurs Basques, manifestant ainsi son caractère ouvert et démocratique, est ouverte à tout travailleur d'Euzkadi, quelle que soit son origine, sa religion, sa pensée ou son appartenance politique, à partir du moment où il accepte ses principes et ses statuts. De même ELA garantit l'égalité des chances d'accès à toutes les responsabilités, la participation de tous les syndiqués dans la mise en place de tous les programmes et de toutes les actions, et le respect de la diversité d'opinion de ses adhérents concernant les questions liées à la vie et au développement de la confédération.

ELA-STV s'efforce de dépasser les obstacles qui s'opposent à l'unité de la classe ouvrière et comprend que cette unité doit s'obtenir à travers la liberté dans l'action syndicale. Dans ce processus vers l'unité, ELA-STV sera totalement fidèle aux positions des travailleurs basques dont elle se doit de défendre les intérêts.

Étant donné que la stratégie internationale du capitalisme actuel se manifeste de plus en plus clairement, la solidarité de tous les travailleurs et le rapprochement des organisations qui les représentent est un besoin urgent pour la classe ouvrière. ELA-STV considère que la solidarité internationale doit être basée sur la reconnaissance mutuelle de l'indépendance et la liberté des syndicats nationaux, cette solidarité s'intensifiant en raison de problématiques communes.

Par conséquent, Solidarité de Travailleurs Basques est un syndicat, un syndicat basque pour tous les travailleurs d'Euzkadi, un syndicat de classe, indépendant de toute influence extérieure, démocratique dans son fonctionnement, unitaire dans ses objectifs et internationaliste dans sa pratique.

□